

Wirecard Démêlé

Questions non résolues dans le scandale des fonds souverains en Allemagne

#Wirecard #Munich

Le nœud d'Ashley est considéré comme le nœud le plus complexe. Il a été inventé au début du XXe siècle par Clifford W. Ashley, un marin américain. Ashley, expert renommé en matière de nœuds, a conçu ce nœud pour qu'il soit extrêmement solide et difficile à défaire, même sous de lourdes charges ou dans des conditions météorologiques difficiles. Le nœud d'Ashley est extrêmement difficile à réaliser, même pour les noueurs expérimentés, et il faut faire preuve d'habileté et de patience pour le réaliser correctement. Il est particulièrement utile dans les situations où un nœud doit résister à des vents violents, à des vagues ou à d'autres forces extérieures.

Toutefois, le nœud d'Ashley n'est probablement pas à la hauteur de l'enchevêtrement des nœuds dans le cadre du grand scandale financier allemand entourant l'effondrement de Wirecard à la mi-2020, ce qui fait du nœud Wirecard probablement le nœud le plus complexe jamais réalisé sur la surface de cette planète.

Tout d'abord, il y a les autorités de l'État de Bavière. Elles naviguent sur les océans de Wirecard depuis **le début du procès** de manière souvent ignorante et parfois même cognitivement dissonante - comme dans une chambre d'écho. Pratiquement toutes les requêtes de la défense ont été scandaleusement coulées dans les profondeurs de l'océan, y compris plusieurs requêtes pas tout à fait injustifiées visant à suspendre la procédure et à au moins réduire la peine d'emprisonnement de l'ancien PDG, le Dr Markus Braun, si ce n'est à y mettre un terme.

Il n'est pas particulièrement utile que le juge qui préside l'affaire Wirecard ait **été lui-même employé comme procureur** il y a encore quelques années sous la direction de Hildegard Bäuml-Hösl, le procureur bavarois responsable des affaires Wirecard pendant de nombreuses années. La partialité judiciaire évidente, qui dure maintenant depuis 16 mois, est régulièrement nettoyée et rincée du pont sur ordre de lointains amiraux bavarois. Même les allégations de partialité à l'encontre de juges et de juges suppléants agissant en arrière-plan finissent régulièrement dans les profondeurs du pont et sont brûlées quelques mois plus tard, peut-être.

Le bureau du procureur de Munich lie également en permanence les connexions les plus compliquées sur le pont de Wirecard. Ce joyeux mélange de nœuds compliqués a commencé il y a plus de dix ans, lorsqu'un **accord de non-poursuite officieux**, mais trop évident, a été conclu avec Wirecard. Cet accord n'était pas du tout incompréhensible, compte tenu des énormes vagues de la dernière révolution numérique et des nombreux stratèges économiques allemands, dont la plupart ronflaient profondément dans un coin du navire. À partir de 2020, le parquet de Munich a été menacé par la qualité et la quantité croissantes des informations du Financial Times sur les problèmes de la flotte de Wirecard. Les navires

éloignés pouvaient voir de loin la panique avec des jumelles, surtout parmi les procureurs.

Environ neuf mois après le naufrage encore inexplicable de toute la flotte (!) de Wirecard en l'espace de quelques jours, Andrea Görres, l'employé clé de Wirecard, a fait esquisser un *TPA Reality Check* plutôt unilatéral sous l'impulsion du parquet de Munich. Avec ce document, les spectateurs se trouvant sur le rivage ont pu être fortement troublés par un fata-morgana océanique: bien avant le début de la procédure, la plupart des personnes impliquées croyaient sérieusement que l'activité de tiers chez Wirecard n'avait jamais vraiment existé.

Selon notre évaluation, Wirecard n'a pas eu d'activité réelle significative avec les trois partenaires de la TPA et les comptes fiduciaires créés à cette fin n'ont jamais existé...les partenaires de la TPA n'ont pas essayé de maintenir l'activité présumée. Ils n'ont pas essayé d'obtenir des informations ou des documents, ni de se renseigner sur leurs prétendues garanties (qui dépasseraient 1,9 milliard d'euros). En outre, les partenaires TPA n'ont pas essayé de faire valoir des droits à l'encontre de Wirecard à la lumière de cette connexion.

Document "TPA Reality Check" assemblé par Wirecard AG "Group Compliance Office" daté du 26 mars 2021, [page 7](#).

En 2020, le ministère public et la justice de Munich, sous l'influence du zeitgeist largement auto-orchestré de Wirecard, ont également établi leurs accusations de telle sorte que même l'un ou l'autre professionnel expérimenté de la voile ou chercheur en haute mer qui s'adresse aux procureurs de Munich peut, voire doit, être immédiatement jeté par-dessus bord. Il est expliqué que tout autre fait scandaleux s'approchant du cœur de l'affaire et nécessitant un examen urgent n'est pas compatible avec les accusations de **Procuste** portées par les procureurs de Munich et ne peut donc malheureusement pas faire l'objet d'une enquête plus approfondie.

L'amiral de la flotte Markus Braun, qui s'est explicitement porté volontaire pour enquêter sur le scandale et s'est rendu, devait être un homme très malhonnête, tout comme son adjudant en fuite Jan Marsalek. Oliver Bellenhaus, qui ressemblait à un pirate et qui, d'une manière ou d'une autre, était à moitié connecté à la flotte Wirecard avec de nombreux serveurs supprimés à l'étranger, a été déclaré "pirate de la Couronne" sur ordre du système judiciaire de Munich et des généraux bavarois du Bilder-Berg qui n'avaient jamais pris la mer. Et ce, parce qu'il avait fourni aux procureurs des "*informations fiables*". À tel point que Bellenhaus **a été libéré de prison** début février 2024, soit exactement à la moitié de la peine d'emprisonnement prévue pour le pirate de Dubaï - qui n'avait même pas encore été prononcée dans la salle d'audience de Stadelheim.



Afin de poser les cordes jusqu'à Karlsruhe, une juge munichoise a été solidement attachée à la capitale bavaroise et autorisée à nager jusqu'à la Cour fédérale de justice d'Allemagne. Là, à partir de la mi-2024, elle pourra couler les recours juridiques à grands coups de canon depuis l'île judiciaire de Karlsruhe. En fait, ceux qui se sont déjà volatilisés dans de nombreux bateaux d'investisseurs malmenés alors qu'ils tentaient d'accoster à Munich.

Les lieutenants du parquet de Munich ont scrupuleusement remis les nombreuses données numériques épicées des transactions financières de l'ensemble de la flotte Wirecard pas moins de trois semaines et demie avant le début du procès en décembre 2023. Quelques mois plus tard, **on a découvert qu' environ 900 millions des 1,9 milliard d'euros se trouvent en fait dans des paradis fiscaux pirates**. Ce qui, bien entendu, ne doit jamais parvenir aux badauds sur le rivage ou aux oreilles des nombreux investisseurs escroqués. Ainsi, les médias ont reçu l'ordre, dans un nœud de justice bavaroise, d'ignorer ces sacs d'argent répartis dans les différentes cachettes des pirates. Au lieu de cela, ils ont reçu l'ordre, à un haut niveau, de renforcer constamment le récit, aujourd'hui effondré, d'une entreprise partenaire tierce de Wirecard qui aurait entièrement disparu, ainsi que le récit contre l'amiral de la flotte, le Dr Braun, qui est si diabolique.

Quelques pirates féministes radicales du bureau du procureur de Munich, ainsi que l'amiral de l'argent et administrateur judiciaire Jaffe, doivent également faire tout ce qui est en leur pouvoir pour ignorer les fonds mystérieux, comme s'ils n'avaient jamais été localisés en premier lieu. Dans le cas contraire, l'un ou l'autre amiral de Bavière ou de Berlin, ainsi que certains requins des médias, pourraient être tenus pour légalement responsables.

Les quelque 900 millions d'euros mystérieux qui ont été **alloués entre-temps** ont bien sûr également terni la réputation de l'un ou l'autre fonctionnaire politique mariné de la commission Wirecard de 2021 du Bundestag allemand. À tel point que l'auteur de cet article, qui est l'un des rares journalistes à continuer d'écouter régulièrement le théâtre de pirates nouveaux dans la salle d'audience de la prison de Munich-Stadelheim, a été et continue d'être personnellement calomnié sur les médias sociaux par d'anciens enquêteurs fédéraux du scandale Wirecard comme, je cite, *"agissant pour le compte du Dr Braun"* et *"payé par lui"*.

En effet, les mots ne suffisent pas à décrire ce qui se passe dans la salle d'audience. Les avocats de la défense doivent crier parce que les requêtes sont parfois rejetées de manière très démagogique, les représentants du ministère public interrompent les déclarations de la défense et crient dans le micro du tribunal. Le **président du tribunal engueule des** patrons de banque expérimentés. Les détails les plus infimes et les plus insignifiants sont développés pendant des heures, tandis que des déclarations fracassantes sont habilement supprimées par un changement de cap judiciaire, ce qui permet d'éviter élégamment d'autres éclaircissements. Une **demande justifiée d'exclure** le public de la présentation d'un expert en autisme a été rejetée afin que les représentants des médias, soudainement nommés par la justice de Munich après des mois d'absence, puissent faire des commentaires en direct sur l'ancien directeur financier von Erffa directement depuis la salle d'audience. Les ministres de la justice de Berlin et de Bavière se contentent de répéter que *"les tribunaux allemands agissent de manière indépendante"* et qu'ils ne veulent et ne peuvent donc intervenir en aucune manière.

C'est ainsi que les nombreux témoins entendus au tribunal racontent à plusieurs reprises des récits très différents de ce qui s'est passé à Wirecard, par rapport à ce qu'ils auraient fourni aux procureurs et aux enquêteurs criminels il y a quelques années. Les déclarations écrites tapées sur papier par les procureurs il y a environ trois ans, sous le bombardement généralement confus des médias de masse à l'époque, sont

très souvent en contradiction flagrante avec les déclarations faites devant les juges quelques années plus tard.

La structure de Wirecard est méga-complexe, englobant toute la sphère corporative et juridique, du simple comptable au président du conseil de surveillance, du concierge au directeur de la banque Wirecard, à plusieurs niveaux et à plusieurs points névralgiques, enchevêtrée avec diverses anciennes entreprises partenaires et de grands investisseurs. De Munich à Singapour en passant par le Japon, de l'Inde et de l'île Maurice au Brésil et vice-versa. À cela s'ajoutent des imbroglios politiques et d'énormes nœuds avec diverses organisations de renseignement. Ceux qui ne sont pas particulièrement bien formés à l'exercice et à l'évaluation de la réalité pure et dure sombrent généralement sans espoir après un court laps de temps. Les journalistes des médias assis au premier rang de la section presse du tribunal ferment souvent leur ordinateur portable à l'heure du déjeuner. L'article du jour est déjà prêt à être publié, même si les témoins du tribunal ne commencent vraiment qu'après le déjeuner. Il n'est donc pas rare que les reportages des médias se retournent rapidement contre eux sur les réseaux sociaux.

Le cœur de ces révélations sur le comportement de la plupart des médias est évident. Il ne s'agit pas de la critique plus que justifiée de la communauté Wirecard sur Internet, dont l'existence est encore totalement inconnue pour de nombreuses personnes en Allemagne, et dont une partie est calomniée de manière rémunérée, soit dit en passant. L'origine se trouve plutôt dans les déclarations des premiers médias qui ont parlé de Wirecard. Il y était clairement indiqué que Wirecard était un prestataire de services de paiement électronique qui traitait les cartes de crédit. Quelques images ont superficiellement clarifié le rôle des partenaires tiers, mais c'est tout. Le comportement de Braun et Marsalek a été dénoncé à grand renfort de klaxons pendant des années.

Nulle part il n'a été expliqué à un public plutôt réceptif et bien éduqué que les paiements par carte de crédit sont depuis longtemps traités exclusivement par le biais d'interfaces logicielles. Obtenir une licence de Mastercard ou de Visa ne signifie plus encadrer un document et l'exhiber fièrement dans son bureau, mais recevoir un code d'accès numérique pour s'arrimer à un ou plusieurs serveurs informatiques de cartes de crédit, sous certaines conditions. En substance, Wirecard a permis qu'un paiement soit effectué sur le compte bancaire d'un commerçant quelques secondes après qu'une carte de crédit physique ait été glissée au guichet du commerçant ou qu'un numéro de carte de crédit ait été saisi en ligne. Les banques traditionnelles n'avaient pas été en mesure de le faire pendant des années et s'étaient initialement opposées à un traitement aussi rapide des transactions. Pour comprendre le cœur de Wirecard, il faut donc mettre en lumière les **architectures logicielles complexes**. Cet aspect a été presque totalement négligé jusqu'à aujourd'hui. C'est là que pourrait se trouver le cœur du blanchiment d'argent présumé, voire de la création massive d'argent à partir de rien. Et c'est probablement aussi l'une des raisons pour lesquelles les observateurs des tribunaux dans les médias expliquent à leurs lecteurs, de manière assez étrange, qu'ils "*font une pause car Oliver Bellenhaus est en train de discuter de détails techniques au tribunal*".

Entre-temps, des faits scandaleux ont **été révélés au sujet du** dénonciateur de Wirecard, Pav Gill, et du journaliste du FT, Dan McCrum. Ces faits sont également soit ridiculisés, soit totalement ignorés, tant la réalité n'a pas le droit de s'approcher de la réalité. Au lieu de se concentrer sur une **procédure scandaleuse connue de longue** date à Londres concernant EMIF, des faits douteux impliquant Jan Marsalek et des agents des services secrets bulgares, probablement liés par un nœud occidental, sont diffusés par le biais d'un sac à paroles. Alors que les relations passées avec la Russie, qui avaient été joyeusement encouragées avant la guerre en Ukraine, en particulier en Autriche et par l'intermédiaire de celle-ci, sont désormais condamnées pour l'éternité et généralement reléguées au rang de délit. Le

scandale Wirecard n'a jamais été résolu, et beaucoup est fait délibérément pour s'assurer qu'il ne le sera jamais plus à l'avenir. Les magistrats et les cabinets d'avocats sont pris au piège de leurs perceptions trop fréquentes et de l'opinion encore répandue, plutôt naïve, selon laquelle le procès Stadelheim aboutira à une *"véritable justice"*.

C'est le contraire qu'il faut attendre. Les acteurs judiciaires, médiatiques et de masse sont déjà en train de tout préparer pour que les verdicts finaux du procès Wirecard soient avalés sans broncher par un large public. Le seul moyen d'empêcher cela est de mettre immédiatement en place un conseil civil d'experts et d'enquêteurs raisonnablement compétents pour contrer les machinations de la justice bavaroise de Wirecard. Munich fera tout ce qui est en son pouvoir pour empêcher que cela ne se produise. Elle censurera également cet article, continuera à le présenter, ainsi que son auteur, comme des fous, de manière totalement délirante, et à nier la réalité. Avec une arrogance décorée, toujours 100 ans après la capitulation et la fuite précipitée du Kaiser allemand, ils continueront à s'accrocher à un ordre pyramidal déjà implosé depuis longtemps et de plus en plus délirant, qui continue à exécuter son droit de proclamer des injustices flagrantes que des millions de personnes n'ont pas d'autre choix que d'avalier.

Ce sont des marins nord-allemands qui, il y a un bon siècle, ont brisé les nœuds pyramidaux Ashley de l'empire wilhelminien et les ont noués d'une manière propre et nouvelle. Le scandale Wirecard contient tous les ingrédients d'une révolution. Si seulement les Allemands veulent l'entendre - et sont autorisés à le faire.

<https://www.sun24.news/fr/wirecard-demele-questions-non-resolues-dans-le-scandale-des-fonds-souverains-en-allemande.html>